

Les libéraux napolitains face au *decennio* français (1814-1860)

Notre projet de thèse s'intéresse aux libéraux du royaume des Deux-Siciles, qui constituent, au cours du premier XIX^e siècle, la principale force d'opposition à la monarchie bourbonnienne restaurée. Ils sont en même temps une force essentielle de modernisation politique, sociale et économique, inspirés par les modèles étrangers avec lesquels ils sont en contact. Au sortir du Premier Empire où ils ont été soumis à l'ordre napoléonien instauré par le roi Joachim Murat (1808-1815), ils manifestent des positions ambiguës à l'égard de l'héritage de cette période, entre rejet d'une expérience libérale inachevée et utilisation systématique des ressources de l'action politique apportées par la France révolutionnaire et impériale. Nous avons déjà, dans nos travaux antérieurs menés au cours de deux années de master, esquissé des pistes d'interprétation du devenir symbolique de l'époque muratienne chez les libéraux napolitains, nous intéressant d'abord aux parcours de quelques vétérans d'Empire¹, puis à la solidarité française au *Risorgimento* dans les années 1850 à travers la mobilisation en faveur de Lucien Murat². Au cours de la période dite du *decennio* français en effet, le libéralisme a connu des expressions fortes sous l'impulsion de la monarchie française ; d'autre part, on a vu s'y exprimer les premiers projets politiques pour l'indépendance de l'Italie, soumise aux occupations militaires de la France et de l'Autriche.

Perspective dominante et cadrage du sujet

L'axe directeur de notre projet consiste donc à interroger l'influence de cet héritage politique dans les parcours politiques et sociaux des libéraux, à évaluer le poids et les limites d'un phénomène de transmission. En ce sens, il entend contribuer à la fois à l'histoire du libéralisme du XIX^e siècle, phénomène à forte composante transnationale³, et au renouvellement de l'historiographie de l'Italie contemporaine. Celui-ci a montré la dimension conflictuelle de la réalisation de l'unité italienne, révélant les tensions entre protagonistes ou le rôle d'acteurs secondaires, en même temps qu'il prête une attention plus grande aux États pré-unitaires, décentrant l'analyse par rapport au royaume de Piémont-Sardaigne, longtemps reconnu comme l'acteur capital de la construction risorgimentale⁴. Enfin, il a montré combien la construction unitaire a profité d'un contexte international et transnational favorable, de connexions, de relations entre différents acteurs d'une « internationale libérale » dans laquelle l'exil politique a joué un rôle déterminant⁵.

¹ Pierre-Marie Delpu, *Murat et la proclamation de Rimini chez les libéraux napolitains (1815-1840). Recherches sur les conditions d'un héritage politique*, mémoire de master 1 sous la direction de Gilles Pécourt, ENS de Lyon, 2010, 317 p.

² Id., *Les libéraux napolitains face au *decennio* français (1814-1860). Perspectives pour l'étude sociale d'un héritage politique*, mémoire de master 2 sous la direction de G. Pécourt, ENS de Lyon, 2011, 214 p.

³ Sur la dimension européenne du libéralisme du XIX^e siècle, on renverra notamment à Nicolas Roussellier, *L'Europe des libéraux*, Bruxelles, Complexe, 1991.

⁴ On trouvera un exposé des directions de recherche de la *nuova storia del Risorgimento*, courant d'abord italien mais dont se réclament aussi les historiens étrangers, dans l'article programmatique d'Alberto Mario Banti et de Paul Ginsborg, « Per una nuova storia del Risorgimento », in Eid. (dirs), *Storia d'Italia. Annali 22. Il Risorgimento*, Turin, Einaudi, 2007. p. XXIII-XLI.

⁵ La notion d'internationale libérale, qui emprunte d'abord à l'historiographie de l'Espagne (pour les insurrections de 1820-1823), a été récemment élargie aux libéralismes européens. Sur ces questions, nous nous appuyons sur l'ouvrage de Maurizio Isabella, *Risorgimento in Exile : Italian émigrés and the liberal international in the post-napoleonic era*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2009.

Notre travail s'inscrit donc, résolument, dans un cadre chronologique qualifié de « long *Risorgimento* »⁶. Contrairement à des travaux plus anciens qui se limitaient à la stricte construction unitaire, des révolutions de 1848 à la formation de l'État italien en 1861, les approches récentes valorisent en effet une périodisation large qui englobe les années françaises, voire la fin du XVIII^e siècle. S'il ne relève pas directement du champ de notre étude, ce contexte devra être envisagé puisqu'on voit s'y déployer les fondements idéologiques et pratiques du libéralisme patriote napolitain. De manière significative, l'historien états-unien John A. Davis propose de retenir un long *trend* réformateur qui voit s'effectuer la modernisation économique, sociale et politique du royaume des années 1770 aux années 1830⁷. D'autre part, une partie des libéraux auxquels nous serons confrontés commencent leur carrière politique au cours de cette période, participent à la révolution de 1799 et à l'administration ou à l'armée du *decennio*. Les réflexions méthodologiques qui ont contribué à la réhabilitation du biographique en histoire insistent en effet sur la nécessité de ne pas « anesthésier » les individus à force de les réduire à un aspect de leur parcours ou de souligner outrancièrement leur exemplarité au regard de leur période⁸. On commencera, en revanche, l'étude systématique avec la dernière année du règne de Murat en 1814, parce qu'elle voit s'exprimer les projets patriotes et nationalitaires et parce qu'elle permet d'envisager la sortie de guerre. Le cadre chronologique embrassera l'ensemble du premier XIX^e siècle jusqu'à la réalisation unitaire au début des années 1860. Le caractère polémique de cette dernière et le regain d'intérêt dont le fils de Murat est alors l'objet excluent en effet de clore l'étude en 1860. Elle envisage un espace volontairement large, l'espace transnational construit par l'expérience des libéraux ; en revanche, elle inclut les libéraux originaires du royaume à l'exclusion de la Sicile, espace dont les évolutions et les problématiques sont beaucoup trop différentes de celles de la partie continentale du royaume. La Sicile, d'autre part, a été le refuge de la monarchie bourbonnienne de Ferdinand IV à l'époque impériale et n'a, de ce fait, jamais été soumise à l'ordre napoléonien que Murat incarnait à Naples.

Axes problématiques

À partir de là, nous proposerons une histoire des acteurs, inspirée de la sociologie de l'action, attentive aux pratiques et aux expériences de la politique libérale. Elle s'appuiera sur trois types de sources : la documentation d'État, qui renseigne sur les processus d'identification et de catégorisation, les « egodocuments », par lesquels on envisagera les formes de l'auto-définition, et les écrits politiques au sens large. Outre le riche fonds Murat des Archives Nationales de Paris, on aura recours à plusieurs fonds d'archives italiens, qui relèvent essentiellement de l'Archivio di Stato de Naples. D'autres pourront être consultés à l'Archivio di Stato de Turin et de Gênes et dans les archives provinciales de Campanie, de Calabre et des Pouilles. On utilisera aussi quelques fonds provinciaux français (en particulier aux Archives Départementales des Bouches-du-Rhône), utiles à la compréhension de l'exil politique.

⁶ Sur cette terminologie, largement reprise par l'historiographie récente de la période : Gilles Pécout, *Il lungo Risorgimento 1770-1922*, Milan, B. Mondadori, 1999.

⁷ John A. Davis, *Naples and Napoleon. Southern Italy and the European Revolution 1780-1860*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2006

⁸ Nous empruntons l'expression à Pierre Serna, *Antonelle, aristocrate et révolutionnaire (1747-1817)*, Paris, Albin Michel, 1997, p. 21. Pour une lecture plus large des débats à propos du biographique, voir Sabina Loriga, *Le petit x. De la biographie à l'histoire*, Paris, Seuil, 2010.

Un groupe social et politique dans l'Italie post-révolutionnaire

Depuis ses premiers développements, qui relevaient plutôt de l'histoire des idées, l'historiographie du libéralisme européen s'est considérablement renouvelée sous l'égide de l'histoire sociale du politique, attentive à la « naissance de la politique moderne »⁹. Néanmoins, les travaux étudiant cette thématique ont surtout porté sur l'Espagne et le monde ibérique, et méritent d'être sinon appliqués, du moins confrontés au cas italien, auquel aucune étude systématique n'a, à notre connaissance, été consacrée. De manière récente, Antonino De Francesco appelait justement à écrire l'histoire du mouvement républicain italien, faisant état des lacunes de l'historiographie dans ce sens et réclamant une approche large d'un mouvement qui se recoupe en partie avec le libéralisme¹⁰. Le libéralisme n'existe d'ailleurs pas à Naples comme catégorie politique propre avant la révolution de 1848 ; on parle alors plus volontiers, tant dans le lexique des acteurs que dans celui du pouvoir bourbon, de « patriotes ». Le terme « libéral » relève alors du vocabulaire politique espagnol, mais l'existence d'une communauté transnationale de patriotes cosmopolites nous autorise, à la suite de travaux récents, à l'utiliser pour la péninsule italienne¹¹.

Les travaux consacrés à l'Espagne envisagent un cadre chronologique large, qui va, globalement, des Lumières à 1848, avec une attention particulière accordée à la guerre d'indépendance, à la sortie du système napoléonien. Ils posent la question des héritages structurants, se demandant comment ils participent de l'identité libérale. La situation des libéraux espagnols par rapport à la guerre d'indépendance a suscité des travaux récents qui ont montré, outre l'inévitable reconstruction *a posteriori* dont l'événement a été l'objet, le poids déterminant du patriotisme, au point que les libéraux ne parviennent pas à penser leur idéal politique en-dehors de l'expérience patriotique¹². Si ce parallèle nous semble possible, c'est parce que la sortie du système napoléonien et la restauration du roi bourbon confrontent les libéraux napolitains à un événement traumatique, qui signe l'impossibilité de poursuivre les revendications libérales qui s'exprimaient sous Murat.

Au regard de la communauté libérale napolitaine, cependant, l'héritage de l'époque française apparaît comme encombrant, comme porteur de divisions. La catégorie de « patriotes » rassemble en effet des options politiques diverses, ce que l'on retrouve dans la gestion de l'héritage de l'époque française, dénigré par certains, revendiqué par d'autres. Dans un précédent travail (master 1), nous avons montré que cet héritage reposait sur quatre paramètres : les échecs, fournissant une matière à critique et à réflexion ; la référence

⁹ Ce modèle interprétatif est admis par l'historiographie depuis l'article fondateur de Maria Victoria López-Cordón et Jean-Philippe Luis, « De la *Ilustración* à la victoire du libéralisme modéré. Considérations pour une histoire de la naissance de la modernité politique en Espagne », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 35, 2005/1, p. 15-26

¹⁰ Antonino De Francesco, « Pour une histoire du mouvement républicain dans l'Italie du XIX^e siècle », *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, 30, 2009/2, pp. 231-251.

¹¹ En particulier Maurizio Isabella, *Risorgimento in Exile : Italian émigrés and the liberal international in the post-napoleonic era*, *op.cit.*. Sur la catégorie espagnole du « libéralisme » et sa situation dans l'Europe politique du premier XIX^e siècle, on aura notamment recours à Jean-René Aymes, *La crise de l'Ancien Régime et l'avènement du libéralisme en Espagne (1808-1833). Essai d'histoire politico-culturelle*, Paris, Ellipses, 2005, dont certains passages recourent à l'analyse lexicographique.

¹² Jean-Philippe Luis (dir.), *La guerre d'indépendance espagnole et le libéralisme au XIX^e siècle*, Madrid, Casa de Velázquez, 2011. La comparaison hispano-napolitaine pourrait être approfondie à l'appui des connexions qui relient ces deux espaces. Les débats, les échanges, les influences entre l'Italie du Sud et le monde ibérique sont anciens : pour l'époque moderne, l'historiographie s'est intéressée à la circulation du personnel régnant (Anna Maria Rao, « Charles de Bourbon à Naples », in Gérard Chastagnaret, Gérard Dufour (dirs), *Le règne de Charles III. Le despotisme éclairé en Espagne*, Paris, CNRS, 1994, pp. 29-57) et, plus récemment, aux circulations et transferts techniques, notamment dans le domaine administratif (voir Brigitte Marin, *Policer la ville. Polices, pouvoirs et territoires à Naples et à Madrid dans la seconde moitié du XVIII^e siècle*, Rome, BEFAR, à paraître).

constante à Murat dans le discours et l'agir politique ; la mise par écrit de l'épisode du *decennio* ; la mise à distance par l'exil d'un épisode historique traumatique. Nous avons ensuite pu prolonger cette perspective à la faveur d'une contextualisation plus large en amont et en aval, qui a révélé le poids de la sortie de guerre, la difficile reconfiguration de l'espace public libéral au moment des « lendemains d'Empire »¹³. Il faut alors revoir l'histoire du XIX^e napolitain comme celle d'une transition politique, qui influe sur les trajectoires humaines et intellectuelles, qui détermine des expériences humaines. Outre la documentation fournie par le riche fonds Murat des Archives Nationales de Paris (en grande partie exploité dans nos travaux de master), qui permettra une étude plus précise de la dynastie, les fonds de l'Archivio di Stato de Naples autorisent une approche plus fine de certains contextes, comme l'armée ou les milieux administratifs. Pour ceux-ci, on utilisera notamment les sources de l'épuration survenue en 1821, sur le critère des sympathies révolutionnaires et françaises¹⁴.

Notre travail devra reposer sur une étude prosopographique des libéraux napolitains de l'époque pré-unitaire, qui sera conduite à l'appui d'un outil informatique adapté. Pour l'échantillon retenu, qui ne saurait être exhaustif, une base de données relationnelle construite à partir du programme « Fichoz » sous FileMaker permettra une reconstitution systématique des itinéraires individuels. En ce sens, notre démarche rejoint celle préconisée par plusieurs travaux récents d'histoire sociale, en particulier en histoire moderne, qui s'appuient à la fois sur la documentation d'État et sur des écrits personnels dits « du for privé »¹⁵. De là, on pourra reconstituer, grâce au logiciel Pajek, les réseaux dans lesquels s'inscrivent les sociabilités libérales.

Circulation et transmission de l'héritage de l'époque française

L'analyse de l'héritage politique recourt, à la suite de plusieurs études récentes¹⁶, aux notions de transmission et de circulation qui en font un objet social et culturel, lié à des circulations d'hommes mais aussi d'objets, parmi lesquels les imprimés ont une place importante. Des pratiques comme l'exil ou la pérégrination en armes, alors courantes dans la société libérale, contribuent grandement à la circulation de l'héritage muratien. La thèse de Walter Bruyère-Ostells a montré comment la prégnance du souvenir napoléonien et impérial justifiait la défense de la cause libérale dans le cadre d'un mouvement transnational qui a pris la forme d'un « contre-monde »¹⁷. Celui-ci se construit contre l'Europe légitimiste de la Sainte-Alliance et épouse, globalement, les contours de l'« internationale libérale » qui a soutenu l'insurrection espagnole de 1820-23 et la révolution grecque de 1821-29.

¹³ Pierre-Marie Delpu, « Sortir de la guerre et de l'occupation militaire : libéraux, libérateurs et révolutionnaires à Naples dans l'après-1815 », Actes du 136^e Congrès du CTHS, à paraître. Nous empruntons l'expression « lendemains d'Empire » à Natalie Petiteau, *Lendemains d'Empire. Les soldats de Napoléon dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Boutique de l'histoire, 2003.

¹⁴ Archivio di Stato, Naples, Polizia Generale, 4504-4505-4506, Giunta di Scrutinio.

¹⁵ Pour le cadre méthodologique, on utilisera notamment Jean-Pierre Dedieu, Zacarías Moutoukias, « Introduction. Approche de la théorie des réseaux sociaux », in Jean-Pierre Dedieu, Juan Luis Castellano, (dir.), *Réseaux, familles et pouvoirs dans le monde ibérique à la fin de l'Ancien Régime*, Paris, CNRS, 1998. pp. 7-30, et Pierre-Yves Beaurepaire, *L'espace des francs-maçons. Une sociabilité européenne au XVIII^e siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003. Sur l'utilisation historique des écrits du for privé, voir par exemple Jean-Pierre Bardet, François-Joseph Ruggiu, Elisabeth Arnoul (éd.), *Les écrits du for privé en Europe (du Moyen Age à la période contemporaine). Enquêtes, analyses, publications*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2010

¹⁶ Dont Ludivine Bantigny, Arnaud Baubérot (dirs), *Hériter en politique. Filiations, générations et transmissions politiques (Allemagne, France et Italie, XIX^e-XXI^e siècle)*, Paris, PUF, 2011.

¹⁷ Nous renvoyons à l'ouvrage tiré de ce travail : Walter Bruyère-Ostells, *La Grande Armée de la liberté*, Paris, Tallandier, 2009, notamment chapitre 7, « Un archipel libéral ? », pp. 143-157.

Ce cadre historique et méthodologique, largement éprouvé par des travaux consacrés à l'héritage napoléonien¹⁸, nous semble s'appliquer de manière pertinente à l'héritage politique de Murat chez les libéraux des Deux-Siciles. L'objet est pourtant sous-investi par l'historiographie alors même que les travaux consacrés au bonapartisme se développent, y compris en Italie¹⁹. Lorsque, dans la principale étude sur la question, publiée en 1955, l'historienne Fiorella Bartoccini présentait le muratisme comme une « réalité artificielle » dépourvue de toute consistance intra-napolitaine voire intra-italienne²⁰, on peut y voir une explication de cette lacune historiographique, d'autant qu'il est difficile pour l'historien de cerner la nature exacte du phénomène. À l'appui des itinéraires personnels de vétérans et d'autres libéraux, on orientera l'approche dans la perspective des circulations d'hommes et d'idées, qui contribuent au *Risorgimento* autant sur le territoire péninsulaire que depuis l'étranger, lieu de l'exil, en particulier depuis la France. Pour comprendre le contenu politique de cet héritage, il faudra revenir sur le projet muratien qui sous-tend la campagne d'Italie de 1815 à la faveur d'une focalisation particulière sur la proclamation de Rimini qui en est l'acte le plus emblématique.

Une source essentielle pour aborder cet héritage est l'abondante littérature historique et mémorielle produite par les libéraux en exil dans les années 1830-1840. Si son contenu ne porte pas directement sur Murat, cette littérature patriotique contribue à la réhabilitation du personnage. Il faut donc interroger la chronologie de l'héritage muratien, rejeté avant 1820 au profit d'autres modèles libéraux, jugés plus efficaces, puis réhabilité comme matière à réflexion pour faire la révolution à Naples. Cette réhabilitation n'est pourtant pas unanime : elle se fait par confrontation à d'autres influences, selon un processus intellectuel hérité de la formation politique des libéraux, qui intègre l'économie politique²¹. L'acquisition des théories politiques et sociales se fait par imitation, puis par sélection et adaptation. Le modèle parlementaire britannique et le modèle révolutionnaire français sont les deux principaux foyers d'inspiration ; la révolution constitutionnelle de 1820 accorde un intérêt particulier au libéralisme espagnol. L'héritage muratien constitue dès lors un ensemble d'erreurs stratégiques à ne pas reproduire, et suscite une réflexion sur l'échec en politique. Celle-ci envisage des aspects théoriques de la révolution, comme la nécessité d'éduquer le peuple et d'organiser l'armée. Les expériences extérieures contribuent largement à cette réflexion ; elles sont connues dans le cadre de l'exil où se déploient des réseaux transnationaux. À ce titre, l'héritage de l'époque française s'insère dans la communauté imaginée du libéralisme en exil qu'ont décrite des historiens comme Maurizio Isabella, structurée par des expériences fondatrices²² : les combats en Espagne et en Grèce en font partie, au même titre que la

¹⁸ Outre N. Petiteau et W. Bruyère-Ostells, déjà cités, nous renvoyons notamment à Robert S. Alexander, *Rewriting the French revolutionary tradition. Liberal opposition and the fall of the Bourbon monarchy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, et à Jean-Marc Largeaud, *Waterloo dans la mémoire des Français (1815-1914)*, thèse de doctorat d'histoire contemporaine sous la direction de Claude-Isabelle Brelot, université Lyon-2, 2000.

¹⁹ Voir par exemple Alceo Riosa (éd.), *Napoleone e il bonapartismo nella cultura politica italiana 1802-2005*, Milan, Guerini, 2007.

²⁰ Fiorella Bartoccini, *Il Murattismo. Speranze, timori e contrasti nella lotta per l'indipendenza italiana*, Milan, Giuffrè, 1959.

²¹ Le mode de raisonnement des économistes politiques napolitains a été abordé par John Robertson, *The Case for the Enlightenment : Scotland and Naples 1680-1760*, Cambridge, CUP, 2005, et par Marta Petrusiewicz, *Come il Meridione divenne una questione : rappresentazione del Sud prima e dopo il Quarantotto*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 1998. Sur la formation politique des libéraux, on attend la thèse de Salvatore Bullotta, *La formazione politica e culturale dei liberali nelle Province napoletane : spirito pubblico e identità nazionale tra Sette e Ottocento*, thèse de doctorat sous la direction de Giuseppe Monsagrati, université La Sapienza, Rome.

²² M. Isabella, *Risorgimento in Exile, op.cit.* L'analyse adapte à la communauté transnationale des libéraux le concept utilisé par Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du*

campagne muratienne de 1815. Ce contexte explique la place prise par l'étranger dans l'espace public napolitain, au nom du thème de la civilisation, emprunté au registre de l'économie politique. De manière progressive, on voit s'effectuer une prise en compte de la spécificité napolitaine qui emprunte, là aussi, à la pensée des Lumières qui insistait sur les « vocations territoriales » : la révolution doit être sinon nationalisée, du moins adaptée aux conditions locales. Des outils heuristiques utilisés pour le cas espagnol, comme celui de « convention » proposé par Jean-Pierre Dedieu²³, prennent ici leur sens : les libéraux comprennent, progressivement, qu'il est difficile de détruire la convention royale et la synthèse politico-culturelle de la Contre-Réforme, dans lesquels ils voient la source des principaux blocages sociaux et politiques du royaume.

Cette lecture des identités, qui utilise le double critère du national et de la politisation, renseigne tout autant sur la société libérale napolitaine, qui les produit. Il importe alors d'interroger les représentations autocentrées²⁴, particulièrement au sujet du patriotisme, dont la double dimension italienne et napolitaine est problématique. Si en 1820 le patriotisme semble surtout napolitain, il connaît une évolution italienne vers 1830, au moment où les revendications nationales sont monopolisées par le mouvement mazzinien. À l'appui d'une lecture plus précise des textes politiques, on montrera que ces deux formes de patriotisme sont imbriquées et parfois conciliées dans des projets fédéralistes. Ce patriotisme se construit dans un rapport particulier à la culture politique française, qui a fourni aux libéraux napolitains le modèle du « nouveau patriotisme » plutôt qu'un nationalisme culturel et élitiste, celui de la « révolution active » plutôt que de la « révolution passive » sur le modèle de celle, manquée, de 1799²⁵. Cette représentation positive du rôle politique de la France est par la suite discutée au moment où Mazzini domine la scène nationaliste italienne, voulant réorienter le patriotisme dans une perspective purement italienne : les héritages français sont alors rejetés au profit d'une révolution pleinement nationale, conduite par la jeunesse²⁶. Tout au long de la période à l'étude, cependant, les textes politiques français sont lus par le public libéral napolitain, traduits en italien et parfois réédités, ce qui vaut particulièrement pour les textes relevant de la pédagogie libérale et patriotique, comme les catéchismes politiques. La France fournit en même temps un support à l'action libérale italienne en exil, ce que permet le tournant libéral de la Monarchie de Juillet²⁷. La politique libérale se construit, dès lors, dans le contexte transnational d'un « espace de communication » européen marqué par des connexions et des circulations²⁸. Celles-ci connaissent un développement particulier dans le contexte franco-italien, et contribuent à la formulation du projet politique italien.

nationalisme, Paris, La Découverte, 2000, éd. originale 1983, dont le titre original, *Imagined Communities. Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, nous semble beaucoup plus explicite.

²³ Jean-Pierre Dedieu, *Après le roi. Essai sur l'effondrement de la monarchie espagnole*, Madrid, Casa de Velázquez, 2010.

²⁴ Sur la méthodologie propre à cette démarche, voir Rogers Brubaker, « Au-delà de l'identité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 139, 2001/3, pp. 66-85.

²⁵ Cette terminologie est empruntée à l'ouvrage fondateur de Vincenzo Cuoco, *Essai historique sur la révolution de Naples* [1800], édition bilingue établie par Antonino De Francesco et Alain Pons, Paris, Les Belles Lettres, 2004.

²⁶ Voir sur ces questions A. De Francesco, « Pour une histoire du mouvement républicain dans l'Italie du XIX^e siècle », art. cité.

²⁷ Cette communauté a été bien étudiée par l'historiographie : outre l'étude ancienne de Benjamin Crémieux, « L'émigration politique italienne en France sous la Monarchie de Juillet », *Revue des Études italiennes*, avril-septembre 1936, voir Alessandro Galante Garrone, « L'emigrazione politica italiana nel Risorgimento », *Rassegna Storica del Risorgimento*, XLI, 1954, 2-3, pp. 223-242, et les travaux plus récents, cités, de Maurizio Isabella.

²⁸ L'expression est empruntée à l'historien allemand Dieter Langewiesche, « Kommunikationsraum Europa : Revolution und Gegenrevolution », in Id. (éd.), *Demokratiebewegung und Revolution. 1847 bis 1849. Internationale Aspekte und europäische Verbindungen*, Karlsruhe, Braun, 1998, pp. 11-35.

Un aspect de la diplomatie des peuples franco-italienne

Il faut alors s'intéresser aux pratiques de la politique à l'échelle internationale du point de vue de la société civile. Des travaux récents ont montré comment s'est imposée au début du XIX^e siècle, parallèlement à la « diplomatie de cabinet », une « diplomatie des peuples » à laquelle contribue largement la société internationale formée par les libéraux²⁹. Il faut y voir un héritage du cosmopolitisme des Lumières, encore envisagé au début du XIX^e siècle comme vecteur des projets nationaux, de la philosophie kantienne, de la théorie du « droit des gens » largement pratiquée dans les universités. Les organisations maçonniques et paramaçonniques, dont la Charbonnerie est l'une des plus importantes au début de notre période, se présentent comme fondamentalement cosmopolites. À cet égard, on accordera une attention particulière aux projets fédérateurs de Guglielmo Pepe dans les années 1820, qui présentent l'intérêt de s'inscrire à l'échelle européenne³⁰. Si cette époque voit se développer une coopération transnationale importante, les temporalités propres à ce phénomène doivent être interrogées : à partir des années 1830 et du « tournant » mazzinien en effet, il semble réduit au seul contexte franco-italien, les échanges se limitant à quelques libéraux français, avant que les excès de la répression de la révolution de 1848 par Ferdinand II, largement médiatisés à l'échelle internationale, ne relancent une réelle coopération capable de résoudre la « question napolitaine » au nom de la solidarité internationale.

À ce titre, on s'intéressera particulièrement à la mobilisation française en faveur de Lucien Murat dans les années 1850. Il faudra pour cela envisager l'ampleur du souvenir muratien en France, qui réapparaît au moment où la dynastie Bonaparte revient au pouvoir et où Lucien Murat prend de l'importance sur la scène politique française. Le souvenir muratien s'ancre essentiellement dans la patrie de Murat, le Quercy, autour de la figure d'Agar de Mosbourg, ancien ministre des Finances de Murat puis député libéral du Lot sous la Monarchie de Juillet³¹. La mémoire muratienne se développe à partir de plusieurs développements littéraires consacrés à la mort du roi de Naples qui veulent exalter le souvenir des grands hommes de la patrie. Celle-ci a profité du contexte du Second Empire, de l'image négative de la monarchie napolitaine largement diffusée par la presse et la librairie françaises après 1848. Nous avons montré dans un précédent travail qu'il existait dans les années 1850 un réel mouvement de soutiens en faveur de Lucien Murat, mais qui n'a pas pu engager une mobilisation concrète capable d'intervenir en Italie (master 2). Il resterait alors à montrer qu'en Italie, les conditions de la mobilisation muratienne sont très différentes. La solution muratienne y apparaît beaucoup moins consensuelle ; néanmoins elle mobilise davantage l'opinion puisqu'elle relève du devenir de la nation. Cette mobilisation est à la fois positive et négative, entre engouement pour le restaurateur de l'ordre libéral de Joachim Murat et mépris des mazziniens pour l'usurpateur étranger. Les débats sur le muratisme divisent fortement le public napolitain des années 1850, en même temps qu'ils permettent d'approcher la forte internationalisation dont la politique libérale est alors l'objet. L'historiographie s'accorde à reconnaître le tournant de 1848, le durcissement de la monarchie bourbonnienne conduisant les libéraux à réenvisager leurs stratégies politiques, et notamment en exil, dimension bien documentée de leurs parcours biographiques et politiques à travers les sources turinoises,

²⁹ L'idée est notamment développée par Paul W. Schroeder, *The Transformation of European Politics, 1763-1848*, Oxford, Clarendon Press, 1994.

³⁰ Sur les projets de régénération portés par les conspirateurs libéraux et particulièrement par les Carbonari, on se référera à la récente thèse de Jean-Noël Tardy, *Les Catacombes de la politique. Conspiration et conspirateurs en France, 1818-1870*, thèse de doctorat sous la direction de Dominique Kalifa, université Paris-1, 2011.

³¹ Le devenir d'Agar de Mosbourg après la chute de Murat est assez bien documenté dans le fonds Murat des Archives Nationales de Paris (ANP, 31 AP 44), qu'il faudrait croiser avec les sources locales conservées aux Archives Départementales du Lot.

généralistes et marseillaises. Certaines figures, comme celle de Francesco De Sanctis, fervent opposant de la solution muratienne, devront faire l'objet d'une analyse plus précise à partir d'une étude plus systématique de leur correspondance.

On pourra alors montrer la difficile coordination des mouvements de sympathisants français et italiens à la cause muratienne. Le mouvement muratien est en effet pensé depuis la France, et considéré de ce fait comme une option illégitime, non-nationale, d'où la faible quantité des études qui lui sont consacrées. Il permet pourtant d'aborder une « troisième voie » de la construction nationale italienne, entre la piémontisation soutenue par Napoléon III et la voie démocratique représentée par Mazzini. Au moment de l'unité, le regain d'intérêt dont le muratisme est l'objet s'explique, tant en France qu'à Naples, par les tensions introduites par l'administration piémontaise : le renouvellement des élites produit par l'unité a creusé les écarts entre le nord et le sud de la nouvelle Italie et a mis à jour les spécificités économiques et sociales du sud. Si la figure de Lucien Murat est éclipsée par d'autres figures d'hommes providentiels³², la mobilisation en sa faveur permet d'envisager un aspect particulier des relations franco-italiennes et de la « diplomatie des peuples », qui s'inscrit pleinement dans le décloisonnement et le renouveau transnational qui touchent l'histoire politique³³.

Rattachements institutionnels envisagés

Le choix de l'Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne nous paraît judicieux pour développer ces perspectives de recherches dans le cadre d'une thèse de doctorat. Nous travaillerions alors sous la direction du Professeur Gilles Pécout, dans le prolongement de nos deux années de master, au sein du Centre de Recherches en Histoire du XIXe siècle (EA 3550). Spécialiste d'histoire politique et culturelle de l'Italie contemporaine, Gilles Pécout a fait porter ses travaux les plus récents sur la dimension transnationale du « long *Risorgimento* », sur les mobilisations internationales en faveur de la cause nationale italienne, en particulier sur le volontariat armé international³⁴, perspective dont relève notre projet. Nous pourrions ainsi profiter de structures spécialisées et d'une riche collaboration avec la recherche anglo-saxonne, très dynamique au sujet du contexte italien. Le Professeur Pécout est en effet membre du conseil de rédaction du *Journal of Modern Italian Studies*, l'une des plus importantes revues italianistes à rayonnement international, et développe un partenariat fructueux avec l'antenne de l'Institut Remarque de New York University à Paris, dont nous avons déjà pu bénéficier au cours de nos deux années de master.

Le rattachement à l'Université Blaise-Pascal à Clermont-Ferrand, pour y poursuivre nos recherches sous la direction du Professeur Jean-Philippe Luis, nous semble également bien approprié. Nous avons rencontré Jean-Philippe Luis au cours de plusieurs journées d'études, tenues en 2010-2011, relatives à la transnationalisation des phénomènes politiques au XIXe siècle. Spécialiste de l'Espagne, M. Luis s'est plus largement intéressé à la catégorie générique de « naissance de la politique moderne » dans l'Europe méridionale au premier

³² D'autres hommes ont davantage retenu l'attention des contemporains – et des historiens –, qui ont vu s'affronter un projet « piémontais », libéral, porté par Cavour (et appuyé par Garibaldi en 1860) et un projet « mazzinien », plus radical, porté par Mazzini et son *Partito d'Azione* dans les années 1850. Dans ce contexte, la solution muratienne fait office de « troisième voie ». Voir sur ces questions Fiorella Bartocchini, *Il Murattismo*, *op.cit.*

³³ Voir sur ces questions Jean-François Sirinelli, « L'histoire politique à l'heure du *transnational turn* : l'agora, la cité, le monde... et le temps », *Revue historique*, 658, 2011/2, pp. 391-408.

³⁴ Notamment Gilles Pécout, « Philhellenism in Italy : political friendship and the Italian volunteers in the Mediterranean in the nineteenth century », *Journal of Modern Italian Studies*, 2004, p. 405-427 ; Gilles Pécout (éd.), « International Volunteers and the Risorgimento », *Journal of Modern Italian Studies*, 14, 2009/4, pp. 413-490

XIX^e siècle. Dans un colloque de 2006, il appelait à en évaluer la pertinence dans l'Italie du XIX^e siècle³⁵. Ses travaux les plus récents étudient l'effet de la guerre d'indépendance espagnole sur le développement du libéralisme au XIX^e siècle³⁶. Il s'agit donc de perspectives très proches de celles que nous souhaiterions développer dans notre thèse. Notre projet s'insérerait très facilement dans le quatrième axe du Centre d'Histoire Espaces et Cultures (EA 1001), consacré aux circulations politiques et culturelles d'hommes et d'idées. Nous pourrions également profiter des méthodes prosopographiques que M. Luis développe pour l'Espagne dans le cadre du projet ANR Globiber.

³⁵ Jean-Philippe Luis, « Réflexions autour de la naissance de la politique moderne. Introduction », in Patrick Fournier, Jean-Philippe Luis, Luis P. Martín, Natividad Planas (dirs), *Institutions et représentations du Politique. Espagne, France, Italie, XVII^e-XX^e siècles*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2006. p. 99-109

³⁶ Jean-Philippe Luis (dir.), *La guerre d'indépendance espagnole et le libéralisme au XIX^e siècle*, Madrid, Casa de Velázquez, 2011

Inventaire des principaux fonds d'archives

Archives françaises

- Archives Nationales, Paris [fonds Murat ; série F⁷ (Police générale)].
- Archives Départementales des Bouches-du-Rhône, Marseille [contient un riche fonds « Police des étrangers » en partie consacré aux exilés politiques italiens, parmi lesquels de nombreux Napolitains]

De manière plus indirecte, d'autres fonds d'archives départementales provinciales [principalement Var, Alpes-Maritimes, Corse, Lot, Isère] pourront servir notre étude.

Archives italiennes

- Archivio di Stato, Naples [Archivio Borbone ; Alta Polizia ; Polizia Generale ; Esteri]
- Archivio di Stato, Turin [les sources de police documentent de façon précise la communauté napolitaine émigrée à Turin dans les années 1850]
- Archivio di Stato, Gênes [fournit une documentation importante sur la communauté exilée et sur la mobilisation muratienne dans les années 1850].

On utilisera aussi, de manière moins systématique, les fonds judiciaires des archives d'Etat de Cosenza et de Bari.

Bibliographie indicative

- Sur le cadre conceptuel et méthodologique

BANTI, Alberto Mario, GINSBORG Paul, « Per una nuova storia del Risorgimento », in Eid. (dirs), *Storia d'Italia. Annali 22. Il Risorgimento*, Turin, Einaudi, 2007. pp. XXIII-XLI [article programmatique, qui propose les directions de recherche de la *nuova storia del Risorgimento*]

BANTIGNY, Ludivine, BAUBÉROT, Arnaud (dirs), *Hériter en politique. Filiations, générations et transmissions politiques (Allemagne, France et Italie, XIX^e-XXI^e siècle)*, Paris, PUF, 2011, 380 p. [concepts utiles à notre étude, envisagés pour partie dans plusieurs communications]

BRUBAKER, Rogers, « Au-delà de l'identité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 139, 2001/3, pp. 66-85 [sur la distinction identité/identification utile à notre démarche]

RIALL, Lucy, *Risorgimento. The History of Italy from Napoleon to the Nation State*, New York, Palgrave MacMillan, 2009, IX-190 p. [bilan historiographique]

SIRINELLI, Jean-François, « L'histoire politique à l'heure du *transnational turn* : l'agora, la cité, le monde... et le temps », *Revue historique*, 658, 2011/2, pp. 391-408 [sur les développements récents de l'histoire politique]

- Sur les transitions post-napoléoniennes et la mémoire libérale de l'Empire

ALEXANDER, Robert S., *Re-writing the French revolutionary tradition. Liberal opposition and the fall of the Bourbon monarchy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, XI-385 p. [sur les liens entre libéralisme et bonapartisme en France]

BRUYÈRE-OSTELLS, Walter, *La Grande Armée de la liberté*, Paris, Tallandier, 2009, 335 p. [sur la reconversion des officiers de la Grande Armée dans les mouvements nationaux et libéraux]

DE FRANCESCO, Antonino, *Rivoluzione e costituzioni. Saggi sul Democraticismo politico nell'Italia napoleonica 1796-1821*, Naples, ESI, 1996, 161 p. [sur la culture politique]

LARGEAUD, Jean-Marc, *Waterloo dans la mémoire des Français (1815-1914)*, thèse de doctorat d'histoire contemporaine sous la direction de Claude-Isabelle Brelot, université Lyon-2, 2000 [sur Waterloo comme « événement fondateur » de la conscience nationale française au XIX^e siècle]

LUIS, Jean-Philippe, « Réflexions autour de la naissance de la politique moderne. Introduction », in FOURNIER, Patrick, LUIS, Jean-Philippe, MARTIN, Luis P., PLANAS, Natividad (dirs),

Institutions et représentations du Politique. Espagne, France, Italie, XVII^e-XX^e siècles, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2006. p. 99-109 [sur les caractères de la « naissance de la politique moderne »]

LUIS, Jean-Philippe (dir.), *La guerre d'indépendance espagnole et le libéralisme au XIX^e siècle*, Madrid, Casa de Velázquez, 2011, VIII-215 p. [une étude d'événement fondateur dans le contexte espagnol]

LYONS, Martyn, *Post Revolutionary Europe 1815-1856*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2006, XIII-306 p. [sur les caractères de l'Europe « post-révolutionnaire »]

PETITEAU, Natalie, *Lendemain d'Empire. Les soldats de Napoléon dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Boutique de l'histoire, 2003, 396 p. [sur les parcours personnels et professionnels des vétérans d'Empire]

RIOSÀ, Alceo (éd.), *Napoleone e il bonapartismo nella cultura politica italiana 1802-2005*, Milan, Guerini, 2007, 345 p. [sur la diffusion du bonapartisme en Italie]

- Sur les communautés transnationales

BAYLY, Christopher A., BIAGINI, Eugenio F. (dirs), *Giuseppe Mazzini and the Globalisation of Democratic Nationalism 1830-1920*, Oxford-New York, British Academy-Oxford University Press, 2008, XI-419 p. [sur l'inscription transnationale et globale du nationalisme italien]

BRUYÈRE-OSTELLS, Walter, *La Grande Armée de la liberté, op.cit.* [pour les notions de « contre-monde » et d' « archipel » libéral formés par les vétérans de la Grande Armée, utiles à notre perspective]

CHARLE, Christophe, *Les intellectuels en Europe au XIX^e siècle, Essai d'histoire comparée*, Paris, Seuil, 1997, 452 p. [une perspective comparée à l'échelle européenne]

ISABELLA, Maurizio, *Risorgimento in Exile : Italian émigrés and the liberal international in the post-napoleonic era*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2009, XI-284 p. [sur la communauté transnationale des exilés italiens]

LANGEWIESCHE, Dieter (éd.), *Demokratiebewegung und Revolution. 1847 bis 1849. Internationale Aspekte und europäische Verbindungen*, Karlsruhe, Braun, 1998, 230 p. [pour la démarche transnationale et la communication entre libéraux internationaux]

PÉCOUT, Gilles (éd.), « International Volunteers and the Risorgimento », *Journal of Modern Italian Studies*, 14, 2009/4, pp. 413-490 [sur le soutien armé international au Risorgimento]

ROUSSELLIER, Nicolas, *L'Europe des libéraux*, Bruxelles, Complexe, 1991 [une synthèse pionnière]

- Sur l'exil politique italien

APRILE, Sylvie, *Le siècle des exilés. Bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, Paris, CNRS, 2010, 336 p. [l'étude la plus récente sur l'exil politique en France]

BISTARELLI, Agostino, *Gli esuli del Risorgimento*, Bologne, il Mulino, 2011, 376 p. [la dernière étude en italien sur le sujet]

DE FRANCESCO, Antonino, « Pour une histoire du mouvement républicain dans l'Italie du XIX^e siècle », *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, 30, 2009/2, pp. 231-251 [programme de recherches]

GALANTE GARRONE, Alessandro, « L'emigrazione politica italiana nel Risorgimento », *Rassegna Storica del Risorgimento*, XLI, 1954, 2-3, pp. 223-242 [bilan historiographique et étude politique de l'exil italien en France]

ISABELLA, Maurizio, *Risorgimento in Exile : Italian émigrés and the liberal international in the post-napoleonic era, op.cit.* [sur les exilés italiens après 1815, une entreprise récente]

• Sur Naples et le *Mezzogiorno*

BARTOCCINI, Fiorella, *Il Murattismo. Speranze, timori e contrasti nella lotta per l'indipendenza italiana*, Milan, Giuffrè, 1959, XIV-275 p. [sur le mouvement muratien des années 1850 ; la principale synthèse]

DAVIS, John A., *Naples and Napoleon. Southern Italy and the European Revolution 1780-1860*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2006, VI-372 p. [sur l'héritage de Napoléon en Italie méridionale]

ID., « The Many Faces of Modernity : French Rule in Southern Italy, 1806-1815 », in ROWE, Michael (dir.), *Collaboration and Resistance in Napoleonic Europe. State-formation in an Age of Upheaval, c. 1800-1815*, Londres-New York, Palgrave Macmillan, 2003. p. 74-87 [sur la modernisation de l'appareil étatique et le rôle des juristes]

DE LORENZO, Renata, *Un regno in bilico : uomini, eventi e luoghi nel Mezzogiorno preunitario* Rome, Carocci, 2001, 391 p. [sur plusieurs aspects du royaume des Deux-Siciles avant 1860, recueil d'articles de l'auteure]

EAD., *Murat*, Rome, Salerno, 2011, 430 p. [la biographie la plus récente]

PETRUSEWICZ, Marta, *Come il Meridione divenne una questione : rappresentazione del Sud prima e dopo il Quarantotto*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 1998 [sur les exilés méridionaux et les représentations de la question méridionale avant l'Unité]